



« Une nouvelle gouvernance pour le développement économique du Grand Roissy/Le Bourget »

Jacques Paquier

21/05/2017

Jean-Yves Latournerie, préfet du Val d'Oise, président du GIP emploi Roissy-CDG, et Frank Cannarozzo, adjoint au maire d'Aulnay et administrateur, représentant le président d'Hubstart, expliquent les raisons d'être de la fusion des deux structures, au bénéfice du combat pour un développement économique du Grand Roissy - Le Bourget qui profite au mieux aux habitants de ces territoires.

Pouvez-vous, monsieur le préfet, nous présenter le GIP emploi ?

Jean-Yves Latournerie : Le groupement d'intérêt public (GIP) emploi Roissy-CDG a été créé en 1998 et relancé en 2013. Sa raison d'être repose sur un double constat : ce territoire que l'on appelle le Grand Roissy – Le Bourget, qui comprend une partie de trois départements – la Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne – connaît un développement considérable, qui s'est encore accru dans les années récentes. Cependant, une grande partie de sa population, notamment sa jeunesse, ne bénéficie pas suffisamment des opportunités économiques du territoire sur lequel elle vit, faute d'avoir été orientée et formée aux métiers correspondants. L'ensemble du territoire a donc intérêt à ce que cette équation soit résolue collectivement. Le GIP emploi a été créé à cette fin dès l'origine, et va s'enrichir de ce que nous allons construire ensemble dans le cadre de notre fusion avec Hubstart.



Jean-Yves Latournerie, préfet du Val d'Oise, président du GIP emploi Roissy-CDG. © JGP

Qui est membre du GIP emploi ?

L'Etat, la région Ile-de-France, les départements de la Seine-Saint Denis et de la Seine-et-Marne, Aéroports de Paris. D'autres acteurs – notamment des entreprises – vont rejoindre très prochainement ce noyau dur historique, pour former la gouvernance publique-privée issue de la fusion en cours.

Dans quel but ?

Il s'agit en premier lieu de faire la promotion du territoire, pour conforter son image et son attractivité internationale et assurer son développement économique. Cette attractivité s'appuie sur la plateforme



aéroportuaire à vocation internationale de Roissy-Charles de Gaulle et sur l'aéroport du Bourget. C'est bien là que se trouve le moteur économique essentiel. Mais ce moteur économique fonctionnera d'autant mieux qu'il pourra trouver, au sein même de ce territoire, les capacités nécessaires à son développement et offrir, du même coup, des perspectives d'emploi et d'avenir à sa population. La vocation du GIP emploi est donc de rassembler les acteurs du territoire pour renforcer cette adéquation emploi/formation et faire monter en compétence la population locale dans des métiers préalablement identifiés comme étant porteurs. Il s'agit ainsi de qualifier et de quantifier les besoins des acteurs économiques, de les confronter à la demande d'emploi sur le territoire, et de mobiliser l'offre locale de formation disponible ou à développer.



» Le moteur économique des plateformes aéroportuaires fonctionnera d'autant mieux qu'il pourra trouver, au sein même de ce territoire, les capacités nécessaires à son développement », estime le préfet Latournerie. © Jgp

L'idée du GIP emploi est donc celle-là : mettre en mouvement les acteurs de la plateforme aéroportuaire et du territoire, pour faire converger leurs intérêts entre demande et offre d'emploi et de formation. Ces acteurs définissent ensemble les besoins et les objectifs à atteindre. Le territoire sera ainsi doté, dans ce domaine, d'un outil de réflexion stratégique commune.

Quelles sont vos actions opérationnelles ?

Nous avons structuré notre intervention en ciblant les quatre domaines d'activité majeurs du territoire, liés à la plateforme aéroportuaire et ses multiples métiers : les services aéroportuaires et l'aéronautique évidemment, mais aussi l'événementiel et le tourisme d'affaires, le commerce international et la logistique. Dans ces domaines, la maîtrise de l'anglais est indispensable. A ce titre, nous avons déjà lancé une série d'actions (voir encadré).

Par ailleurs, le GIP emploi agit comme une agence d'ingénierie de projets au service du territoire, il répond à des appels à projets européens, nationaux et régionaux afin de mobiliser les moyens financiers permettant de concrétiser des solutions partenariales en matière d'emploi. Ainsi, dans le cadre d'un programme d'investissements d'avenir, le GIP porte le projet de Cité des métiers de l'emploi et de la formation, réunissant tous les acteurs du territoire. Il s'agit de proposer une offre de service en matière d'orientation professionnelle, implantée sur la plateforme de Roissy, afin de mieux faire connaître les métiers du territoire et les opportunités d'emploi aux habitants. Ce sera également un espace digital avec des prolongements physiques, à Aulnay-sous-Bois par exemple, pour favoriser l'accessibilité des habitants.



Frank Cannarozzo, quel est le rôle d'Hubstart dans la fusion avec le GIP emploi ?

Frank Cannarozzo : Le rôle d'Hubstart dans le cadre du GIP emploi est de pouvoir exploiter au mieux les retombées économiques et les informations des entreprises sur le territoire au niveau de l'emploi. Hubstart s'intéresse à deux autres questions qui sont en fait des préalables : l'attractivité de la place aéroportuaire, sa promotion et son développement. On pourrait croire que, vu l'importance de la plateforme, que le développement va de soi mais en réalité, elle est en concurrence avec d'autres sites. Elle a donc besoin de plus de visibilité à l'extérieur et d'attirer un certain nombre d'acteurs sur son site pour conforter les métiers qui font sa force. On voit partout dans le monde que les plateformes ne se suffisent plus à elles-mêmes tant la concurrence est forte et les distances réduites. On peut aussi bien atterrir à Londres qu'à Paris ou Amsterdam.



Frank Cannarozzo, adjoint au maire d'Aulnay et administrateur, représentant le président d'Hubstart. © JGP

Si l'on veut que Roissy continue à attirer, il faut donc lui fournir des activités économiques qui sont complémentaires de l'aérien et qui permettent de drainer des publics. Le pilotage de cet enjeu est complexe du fait de la multiplicité des acteurs avec trois départements et plusieurs communes notamment. Et c'est là l'intérêt d'Hubstart : un certain nombre de grands acteurs économiques du territoire comme ADP, Air France, bientôt EuropaCity, avec les chambres de commerce, les collectivités et l'Etat se retrouvent ensemble pour réfléchir à l'aménagement économique du territoire. On est en plein dans le marketing territorial. On dégage ainsi des intérêts et des moyens communs, dans une démarche collective. Nous faisons ainsi plus de 40 actions par an de promotion à l'international. Lorsque l'on met cela en regard du GIP, de la politique régionale et des effets de la loi NOTRe, on se rend compte qu'il y a de plus en plus de convergences, et c'est cela qu'il faut exploiter pour donner une meilleure synergie à l'ensemble : c'est l'objet de la fusion. Cette forme de gouvernance est unique en Ile-de-France.

Faire de la promotion à l'international et organiser la formation en faveur de l'emploi local ne relèvent pas des mêmes missions, comment cela s'articule-t-il ?

FC : La Région s'est engagée dans une politique de rationalisation vis-à-vis des acteurs avec lesquels elle travaille. Et même si faire venir des entreprises et favoriser leur implantation n'est pas le même métier que celui d'organiser la formation, ils nécessitent une organisation commune. Les investissements issus de la démarche d'attractivité bénéficient à l'emploi local et, en même temps, le territoire doit être prêt à accueillir ces investissements par une formation aux emplois qu'ils nécessitent. L'idée est d'attirer une entreprise et d'identifier ses besoins en amont afin d'organiser la formation pour les emplois dont elle aura besoin à son arrivée. Cela passe aussi par une promotion du territoire en interne, afin que les habitants entrent pleinement dans la



démarche, d'abord comme bénéficiaires mais aussi comme acteurs. Notre plus grande fierté serait que les ingénieurs qui concevront les grands projets du territoire soient des gamins du territoire. Et c'est tout à fait la logique avec laquelle les porteurs du projet sont venus nous voir, en anticipation de leurs besoins en ressources humaines.

JYL : Rappelons que le GIP n'a, en aucun cas, vocation à se substituer aux acteurs locaux, par exemple les missions locales ; il ne forme pas lui-même, il a vocation à expérimenter parfois mais, pour l'essentiel, il organise et met en cohérence les actions. La démarche se veut avant tout stratégique, prospective.

Cela ne se heurte-t-il pas à un cloisonnement des formations ?

JYL : C'est là que se situe le principal enjeu : les investisseurs, les entreprises ont des besoins en emplois très divers et il faut pouvoir répondre « ici et maintenant » à cette diversité. Les acteurs économiques du territoire sont les mieux placés pour exprimer et anticiper leurs besoins en qualifications. Le GIP a d'ailleurs activement participé à la création du Campus des métiers et des qualifications du Grand Roissy – Le Bourget, qui vise à mettre autour de la table les représentants des entreprises et des organismes de formation, pour faire en sorte que les formations soit moins cloisonnées et plus adaptées aux besoins des entreprises de ce territoire. Bien évidemment, l'Éducation nationale et les acteurs de la formation professionnelle savent construire des parcours de formation adaptés à des filières métiers ; les deux recteurs d'académie sont d'ailleurs représentés au GIP. Mais je pense qu'une structure telle que le GIP emploi Roissy CDG, où les principaux acteurs du bassin économique d'emploi et de formation définissent une stratégie et des objectifs communs, mobilisent les compétences des acteurs publics et privés, expérimentent, innoveront s'il le faut, est un bon outil pour faire bouger les lignes. On le doit au territoire et à ses habitants.



» Les entreprises du Grand Roissy ont besoin de compétences transversales qui ne sont pas le fruit de diplômes spécialisés tels qu'on les délivre aujourd'hui », indique Franck Cannarozzo. © Jgp

FC : La formation va devoir se transformer pour les besoins du futur. Les entreprises ont besoin de compétences transversales qui ne sont pas le fruit de diplômes spécialisés tels qu'on les délivre aujourd'hui à l'université ou dans les IUT. Je pense que Philippe Yvin, avec son projet d'Académie du Grand Paris, l'a très bien compris. Il est indispensable d'adapter la formation aux besoins des entreprises et des grands projets.

Envol Pro, l'anglais en immersion



« Le GIP pilote, dans le cadre d'un consortium d'acteurs de l'emploi des 3 départements – Pôle emploi, Missions locales, écoles de la deuxième chance -, un dispositif appelé « Envol Pro » : sur 2 ans, 80 jeunes vont partir en stage professionnel à l'étranger pendant 3 mois, précédé d'un mois de remise à niveau intensive en anglais, indique le préfet Latournerie. Ils bénéficient ainsi d'un apprentissage de l'anglais non pas de manière scolaire, mais en immersion en entreprise. Nous venons de recevoir les stagiaires du premier séjour professionnel en Angleterre : le résultat est remarquable ! Leur profil, grâce à cette expérience et aux compétences qu'ils ont pu développer, intéresse grandement les employeurs de ce territoire tourné à l'international, qui ont du mal à trouver des candidats ayant le niveau d'anglais professionnel requis ».